

Comment l'**EXTRÊME DROITE** belge francophone communique-t-elle sur la toile en préparation des élections de 2024 ?

Par **Julien DOHET**

Note de l'IHOES : exceptionnellement, nous avons décidé de ne pas illustrer cette analyse, afin d'éviter toute forme de publicité aux mouvements d'extrême droite qui y sont cités.

Notre centre d'archives veille cependant à conserver certains des supports visuels (tracts virtuels, pages Facebook ou Web, etc.) évoqués dans ce texte, de manière à documenter la manière dont l'extrême droite s'exprime sur la toile en ce début de XXI^e siècle.

Il y a cinq ans, avant l'échéance électorale de 2018-2019, nous avons analysé la manière dont l'extrême droite présente en Belgique francophone communiquait sur Internet¹. Nous y faisons le constat de la très grande division politique des mouvements d'extrême droite sur ce territoire, avec malgré tout l'émergence, pour des raisons différentes, de deux partis : Nation, qui a réussi à se faire connaître à travers un activisme constant (tant sur le terrain que sur le Web), et le Parti Populaire, qui a quelque peu percé en se présentant comme un parti plus lisse et plus acceptable. Nous terminions alors notre propos en soulignant l'importance de ne pas laisser l'extrême droite se structurer davantage, et ce afin d'empêcher l'élection de représentants de cette mouvance à différents niveaux de pouvoir.

À la veille de la quintuple échéance électorale de 2024, quel est le panorama de l'extrême droite en Belgique francophone ? Cette analyse fait le point.

¹ Julien DOHET, « Comment l'extrême droite belge francophone communique-t-elle sur la toile ? », Analyse de l'IHOES, n° 183, 6 février 2018, [En ligne] http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse183.pdf.

Une recomposition après l'échec électoral de 2018-2019²

Lors des élections précédentes, le bilan de l'extrême droite fut très mauvais : celle-ci a perdu tous ses élus régionaux et fédéraux et n'est arrivée à conserver au niveau communal que quelques élus et élues, que l'on n'entend guère. Des six formations politiques analysées dans notre précédente analyse, la moitié a disparu après les élections : FN belge, Wallonie d'abord et Parti Populaire. De même, des formations que nous n'avions alors pas analysées, mais qui se sont présentées, comme La Droite, Jexiste et Les listes Destexhe, n'ont eu qu'une existence éphémère, balayées par leur échec électoral cuisant.

Trois formations existent encore : Démocratie Nationale, le Front Wallon et Nation, auxquelles il faut ajouter Agir, relancé dans la région de Fleurus et qui a réussi à y obtenir un élu communal en la personne de son président Salvatore Nicotra, ancien du Front National.

De nouvelles formations sont apparues : Les Libéraux Démocrates (LiDem), nouveau nom des Listes Destexhe après le retrait de la politique de cet ex-élu du MR, ainsi que La Droite Populaire, fusion de La Droite et d'une partie du Parti Populaire après la décision de son président et fondateur Mischaël Modrikamen de saborder le parti et de se retirer lui aussi de la politique à la suite de la déroute électorale subie. Enfin, le dernier venu – mais aussi le plus dangereux – est Chez Nous, fondé par des anciens du Parti Populaire et dans lequel on retrouve celles et ceux qui ont fait partie de la brève expérience du Parti National Européen (PNE)³, créé notamment à la suite d'une scission de Nation par Olivier Balfroid, son ex-secrétaire général. Rappelons dès à présent que notre précédent article constatait notamment que Nation diffusait nombre de textes avec le slogan « On est chez nous », un slogan qui plus tard a servi de référence pour le nom choisi par le parti qui aujourd'hui se présente comme « le seul parti patriote ». Notons également que le meeting de Chez Nous qui devait se tenir à Liège le 27 octobre 2021, mais qui a été annulé grâce à la mobilisation antifasciste, était « rehaussé » de la présence du flamand Tom Van Grieken, président du Vlaams Belang et du français Jordan Bardella, président du Rassemblement National. Ces deux partis se retrouvent d'ailleurs constamment parmi les soutiens de Chez Nous.

Une tendance qui reste divisée et groupusculaire

Au moment d'écrire ces lignes, si de grandes manœuvres de regroupement au sein de diverses formations d'extrême droite belges francophones ont déjà été tentées, force est de constater que certaines de ces formations continuent de vivoter. Leur présence sur la toile est très limitée et leur présence sur le terrain est totalement nulle. Ci-dessous un petit tour d'horizon de ces formations et de leur mode de communication.

Dirigée par Aldo Michel Mungo, **La Droite Populaire**, même si elle compte deux mandataires (Vanessa Libour à Herstal et Jean-Claude Tissier à Châtelet), dispose d'un site Web très peu mis à jour, avec la publication de seulement trois articles en un an. L'activité de sa page Facebook est un peu plus importante, mais ne compte que onze posts pour le premier trimestre 2023, ce qui reste très peu. Aucun article de fond, uniquement des critiques de l'action gouvernementale, avec une prédilection pour la défense des moteurs thermiques. On y retrouve des posts qui vont dans le sens d'une profession de foi propre à de nombreux mouvements d'extrême droite, centrée sur la mise en avant des libertés individuelles, impliquant moins d'État... mais plus de sécurité !

² Voir : Benjamin BIARD, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2420-2421, Bruxelles, 2019, [En ligne] <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2019-15-page-5.htm> ; Julien DOHET et Olivier STARQUIT, *La Bête a-t-elle mué ? Les nouveaux visages de l'extrême droite*, Bruxelles, CAL, 2020, et plus particulièrement les p. 41-50.

³ La page Facebook de ce PNE renvoie d'ailleurs maintenant vers Chez Nous, tandis que le local de Jean-Pierre Borbouse, chaus-sée de Montigny à Gilly, est devenu un lieu de réunion pour ce nouveau parti, après avoir hébergé le FN, Nation et le PNE.

Démocratie Nationale ne cache pas sa filiation, puisque ce parti se présente comme « le nouveau nom du Front National en Belgique ». Un mot de soutien de Jean-Marie Le Pen (mais datant de 2014 !) est par ailleurs mis en évidence sur son site Web. Le parti a été créé en 2011 par Patrick Cocriamont et Marco Santi, ce dernier en étant aujourd'hui le président. Les deux hommes se présentent comme « patriotes et nationalistes ». La page d'accueil n'a pas changé et comporte toujours le visuel « Ouvrez les yeux » (examiné dans notre précédente analyse) accompagné d'un drapeau belge. Le programme, qui se veut « réaliste et ambitieux », met en évidence le « danger de l'immigration extra-européenne », ainsi que « l'africanisation et l'islamisation de l'Europe », mais aussi, en miroir, la « défense des valeurs traditionnelles ». Les textes du site tournent en boucle sur ces questions. Le christianisme y est vu non pas seulement comme une simple religion, mais comme la tradition culturelle de l'Europe. Une tradition que ce parti veut absolument défendre, puisque d'après lui 75 % des persécutions dans le monde concerneraient les chrétiens. Évidemment, toujours d'après le même parti, l'antiracisme serait un « racisme inversé » qui serait « anti-belge », « anti-blanc » et bien entendu « anti-chrétien ». Le site parle d'ailleurs « d'ethnocide » des Européens par les Afro-musulmans et du danger du multiculturalisme. C'est donc sans surprise que la théorie du grand remplacement⁴ est utilisée. La liberté est aussi mise en évidence, surtout pour parler de « réinformation » et pour s'indigner de l'existence du cordon sanitaire⁵. Notons enfin un réel effort dans l'écriture des textes qui sont un peu plus développés que sur les sites d'autres formations.

Le parti **Agir** n'est plus présent que sur Facebook, l'adresse du site Web n'étant plus active. Et encore s'agit-il seulement pour être précis d'Agir-Fleurus, soit la commune où son président a réussi à obtenir en 2018 un siège de conseiller communal. On peut difficilement faire plus local ! Même cette page Facebook est assez famélique puisque l'on compte moins de dix posts entre juillet 2022 et début avril 2023, le dernier annonçant un apéro dînatoire à l'occasion du 1^{er} Mai et le lancement de la campagne électorale 2024. Parmi les posts, on retrouve aussi l'invitation à une fête de la bière « ambiance Oktoberfest », le fait que 44 % des gens en prison seraient d'origine étrangère⁶ et – au cas où des doutes subsisteraient quant aux alliances privilégiées par ce parti – un soutien à Éric Zemmour et à son parti Reconquête.

Sur la page d'accueil du site Web des **Libéraux Démocrates**, on constate que le nom du parti est doublé d'un « Liberté & Démocratie », ce qui pourrait laisser penser à un changement de nom. Le mot d'accueil date quelque peu puisqu'il évoque qu'« [e]n 2022, notre organisation se poursuit et se renforce. Des événements se sont succédés et bien que le programme des fondateurs reste une trajectoire clairvoyante, nous sommes en train de revoir la ligne programmatique [...]. Dans un paysage politique et médiatique sous la dictature du politiquement correct, nous avons l'ambition de faire exister la droite dans le débat politique. » Ici au moins, le parti ne tente pas le « ni gauche ni droite » et assume, à l'instar de La Droite Populaire, sa place sur l'échiquier politique à (l'extrême) droite du Mouvement Réformateur (MR). Les pages du programme sont pour la plupart « en révision pour 2024 », signe que le parti a bien pour ambition d'être présent aux élections. Comme pour les autres formations, les points sont très courts et prennent davantage la forme de slogans, faisant surtout référence à l'idée que l'on ne pourrait plus rien dire sous la « dictature de gauche ».

⁴ Le « grand remplacement » est une théorie d'extrême droite selon laquelle un processus de substitution de la population européenne par une population non européenne serait en cours depuis plusieurs décennies en France (et ailleurs), sous l'impulsion d'élites politiques et intellectuelles (dites remplacistes) qui y trouveraient entre autres un intérêt financier. Initialement portée par le militant d'extrême droite français Renaud Camus, cette théorie complotiste a essaimé internationalement. À noter que tout récemment, le 6 mai 2023, Renaud Camus a été invité à donner une conférence au Parlement flamand par... le Vlaams Belang !

⁵ Le cordon sanitaire fait référence à une pratique originaire de Flandre qui vise à exclure les partis d'extrême droite de toute majorité politique. En Belgique francophone, on ajoute à ce concept la non-présence dans les médias (notion de cordon sanitaire politique et médiatique). Voir notamment : Benjamin BIARD, « La lutte contre l'extrême droite en Belgique I. Moyens légaux et cordon sanitaire politique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2522-2523, Bruxelles, 2021, [En ligne] tinyurl.com/4tpubw89.

Quant au site Web du **Front Wallon**, il n'est plus actualisé depuis... 2020 ! La page Facebook, à l'audience très réduite, a comme publication épinglée une présentation du parti avec la photo de son président Charles Petitjean qui date de... janvier 2021. On compte six publications en 2022 et une seule en 2023. Bref, un parti qui n'a plus d'existence que le nom. Malgré cette quasi-inexistence médiatique, Charles Petitjean a mentionné qu'il n'était pas prêt à céder le nom de son parti.

Par souci d'exhaustivité, ajoutons la formation que tente de mettre sur pied Lionel Baland, une autre figure historique de l'extrême droite belge francophone qui avait tenté de lancer Pegida⁷ en Wallonie. À partir de son groupe « La Résistance » (une trentaine de personnes sur sa page Facebook), il a tenu une réunion le 30 mars 2023 à la suite de laquelle a été lancée une plateforme électorale regroupant Pascal Loosvelt (conseiller communal élu sur les listes du Parti Populaire et siégeant au nom de « Mouscron populaire ») et Salvatore Nicotra (élu d'Agir à Fleurus). Participait également au lancement de cette plateforme Joseph Franz, ancien élu du conseil communal de Liège pour le FN et président du Parti des pensionnés. Damien Lefebvre, ancien de Nation et fondateur de Wallonie libre et sociale, était aussi présent⁸.

Enfin, début avril 2023, Laurent Louis a annoncé son intention de revenir dans la joute électorale. Compte tenu du souvenir laissé au Parlement et de la déroute de son parti Debout les Belges, on peut sérieusement douter que ce nouveau projet politique rencontre le succès escompté.

On le voit : l'état (très) groupusculaire et atomisé est toujours bien présent au sein de l'extrême droite belge francophone.

Une structure clairement en déclin au profit d'un nouveau venu qui veut se donner les moyens de percer

Il nous reste enfin encore deux partis à présenter : l'un prenait déjà une place significative dans notre précédent texte, l'autre est apparu récemment sur la scène politique.

Le premier d'entre eux n'est autre que **Nation**, dont le fondateur Hervé Van Laethem est toujours à la manœuvre. Au lendemain de l'échec électoral de 2018-2019, une fronde interne menée par le secrétaire général Olivier Balfroid s'est soldée par le départ de ce dernier accompagné d'un noyau actif, notamment des Liégeois autour de Leticia Knevels qui fondera Valeurs Nationales. Balfroid comme Knevels se retrouveront dans la (très) brève expérience du Parti National Européen.

La doctrine de Nation reste le « solidarisme⁹ ». Dès la page d'accueil du site, on voit un drapeau belge avec en son centre une croix celtique, symbole classique de l'extrême droite, utilisé abondamment par Nation. Outre son site Web, le parti annonce être actif sur Facebook, Twitter, YouTube, mais aussi Telegram, « le seul réseau qui ne pratique pas la censure ». Nation se vante en outre d'être repris dans *Rivarol*. Ce périodique historique de l'extrême droite française est présenté comme une « publication nationaliste

⁶ Mentionnons également que début 2023, Chez Nous a diffusé un post « Stoppons l'immigration », citant le même chiffre de 44 %, mais avec une explication différente : il n'était plus question de personnes en prison, mais de « migrants venant de l'extérieur de l'UE qui ne travaillent pas et n'ont pas l'intention de le faire ».

⁷ Pegida (ou Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident) est un mouvement d'extrême droite populiste originaire d'Allemagne. Comme son nom le laisse sous-entendre, il s'agit d'un mouvement islamophobe et anti-immigration. Plusieurs autres mouvements d'extrême droite s'en réclament en dehors de l'Allemagne.

⁸ Simon HARYS, « Des anciens du FN belge et du Parti populaire s'unissent pour les élections de 2024 », *Le Journal de RésistanceS* (observatoire belge de l'extrême droite, voir aussi la note 10 page suivante), 31 mars 2023, [En ligne] tinyurl.com/2888uvk3.

⁹ Le solidarisme peut faire référence à plusieurs courants politiques. Le terme, d'abord utilisé par le député français radical Léon Bourgeois (1851-1925), a notamment été récupéré dans l'entre-deux-guerres en Belgique par le fasciste et nationaliste flamand Joris Van Severen, fondateur du Verdinaso, parti d'extrême droite qui se voulait « national-solidariste ». C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'utilisation de ce concept par Nation : le solidarisme est ici une forme de nationalisme autoritaire, à la fois antimarxiste et opposé au capitalisme international.

française très fidèle au politiquement incorrect et qui n'hésite pas à parler franchement des problèmes qui existent dans ce monde ». Par ailleurs, Nation annonce poursuivre la publication d'un bulletin interne, *Nation Infos*, qui en serait à son 200^e numéro.

Les textes que l'on retrouve sur le site Web sont à nouveau très pauvres en contenu et en développements. Un nombre important d'articles du site sont uniquement là pour donner une impression de présence militante sur le terrain, et ce malgré l'opposition des antifascistes. *Idem* en ce qui concerne les vidéos. Une page Web annexe nommée « Antifa ahahah » est même dédiée à cet aspect, relayant une autre succursale de Nation intitulée « Observatoire des extrémistes de gauche » qui s'attaque principalement au journal « RésistanceS¹⁰ ». Une section « Résistance verte », destinée à donner un vernis écologiste, est également mise en avant... avec une citation de Dominique Venner¹¹ !

Au niveau idéologique, les textes présents sont très pauvres également, même si un document de 48 pages, *350 propositions pour sauver notre Nation*, est disponible. Dans ce document, ce parti se qualifie d'« opposition sociale et identitaire ». Sans surprise, l'immigration et l'insécurité y sont les thèmes majeurs. La défense de la famille est vue comme le « socle de la nation » et le volet « femmes et identitaires » ne comprend qu'un texte laconique : « Pas hontes de nos idées. Nous aimons et défendons notre patrimoine historique, culturel, culinaire, linguistique, naturel, biologique, architectural... en quoi devrions-nous avoir honte ? » Le texte ne précise pas en quoi consiste ce « patrimoine » exactement. Le site Web nous apprend également qu'en octobre 2022, une femme du nom d'Anne Franquet a pris la direction de Nation. Or, un article relatant le congrès de septembre 2021 parle de Nancy Van den Eede comme élue à la présidence. Visiblement, les remous internes sont loin d'être terminés !

Chez Nous

Le dernier venu sur l'échiquier de l'extrême droite belge francophone reprend le nom d'un tract qu'utilisait Nation... et d'un film¹² qui dénonce l'instrumentalisation d'une jeune femme par l'extrême droite. Rien de surprenant de la part d'une formation qui compte dans ses rangs nombre de militants et militantes provenant de Nation et ayant participé à l'aventure du Parti National Européen (comme Balfroid et Knevels). Fondé par deux anciens cadres du Parti Populaire qui assuraient déjà au sein de ce dernier le lien avec le Front/Rassemblement National de Marine Le Pen, Chez Nous se présente, lui aussi, comme « le seul parti patriote » défenseur de « notre identité et [de] la baisse des impôts ». Mais pour ce parti, être belge, c'est être catholique. Et le musulman est l'ennemi qui les obsède.

Les éléments de langage, les thématiques et même les visuels appartiennent clairement au registre de l'extrême droite. C'est le cas par exemple de l'utilisation de l'image du balai¹³, ou encore d'expressions comme « immigrationisme », « République islamique de Belgique », « politique de l'excuse » pour parler des chômeurs et des malades. On retrouve aussi « l'écologie punitive » et « les nôtres avant les autres », principe allant à l'encontre des valeurs égalitaires fondant une réelle démocratie. Sans oublier la question du « wokisme¹⁴ ».

¹⁰ RésistanceS est un « web-journal de l'Observatoire belge de l'extrême droite », coordonné depuis 1997 par Manuel Abramowicz. Site Web : <https://resistances-infos.blogspot.com/>.

¹¹ Sur cet essayiste, auteur de nombreux ouvrages en lien avec les corps francs et les armes, combattant de première ligne durant la guerre d'Algérie et importante figure de l'extrême droite française « identitaire », voir : Julien DOHET, « Un rebelle d'extrême droite », *Aide-mémoire*, n° 90, octobre-décembre 2019, p. 11, [En ligne] <https://tinyurl.com/cr68du74>.

¹² Il s'agit du film *Chez nous* (2017) de Lucas Belvaux, avec notamment dans un des rôles principaux Émilie Dequenne.

¹³ Sur l'utilisation de l'image du balai, nous renvoyons à l'analyse de l'IHOES n° 183, *op. cit.*, p. 2.

¹⁴ Le « wokisme » est un terme qui est construit sur la base du terme américain « woke », désignant à l'origine le fait d'être éveillé face aux nombreux problèmes d'injustice sociale et d'inégalité raciale dans la société. Le terme « wokisme » est en fait un terme flou qui est principalement utilisé par la droite et l'extrême droite pour dénigrer les idées progressistes. Sur les origines de ce terme et sur son utilisation, voir notamment : Alex MAHOUDEAU, *La Panique woke. Anatomie d'une offensive réactionnaire*, Paris, Textuel, 2022.

Soulignons par ailleurs que derrière un aspect très professionnel, le site Web s'avère assez vide, avec une apparence de renouvellement régulier via la liaison avec la page Facebook. Y figure également un programme de douze pages, qui dans les faits se résume à dix pages de slogans tournant surtout autour de thématiques telles que « nos traditions », « notre identité » et « nos valeurs » ; insistant sur la méritocratie ; prônant une « histoire chronologique et non repentante » ; affichant une vision de la sécurité qui se limite à être pro-police et pour une tolérance zéro, sans jamais parler des enjeux de la sécurité sociale et n'évoquant que « les charges sociales » ; critiquant Myria/Unia ; voulant le travail obligatoire pour les chômeurs ; s'opposant à la production d'électricité par éolienne et se montrant à l'inverse pour le nucléaire, et même pour une agriculture intensive... tant qu'elle est « de chez nous ».

L'activité de Chez Nous – en dehors des tentatives d'organiser des réunions publiques qui sont systématiquement empêchées par la mobilisation antifasciste, en dehors aussi des réunions à quatre ou cinq dans un café, en communiquant sur le fait qu'il s'agit d'une tournée des locales – passe par quelques tractages sur les marchés, mais surtout par des publications très régulières sur Facebook. Des publications dont le parti finance la diffusion à hauteur de plusieurs milliers d'euros, afin de toucher massivement le public. Ces publications sont dans la ligne décrite plus haut : islamophobe, raciste sans être condamnable, pour la « défense de nos traditions » et se plaignant des mobilisations antifascistes qui maintiennent « Chez nous » dans une semi-clandestinité forcée.

Une menace encore faible, mais qui grandit

À la fin de ce tour d'horizon, nous faisons le constat d'un grand morcellement de structures, même si Chez Nous sort du lot par son activisme, tant sur les réseaux que sur le terrain, apparaissant aujourd'hui comme la seule réelle menace sur le plan électoral. Nous notons également la grande faiblesse idéologique de toutes ces formations. L'absence de textes de fond (qui développeraient un tant soit peu les quelques phrases qui font office de programme) est quasi totale. Des slogans donc, jamais étayés par des études ou des chiffres. Aucun approfondissement doctrinal. Ce n'est pourtant pas la littérature d'extrême droite qui manque pour donner du corps, surtout quand on sait le soutien du Rassemblement National et du Vlaams Belang envers Chez Nous et la présence dans les groupes étudiés de vieux routiers de l'extrême droite.

Il sera intéressant de réaliser une nouvelle analyse au début de l'année 2024, quelques semaines avant les élections, afin d'étudier les thématiques de campagne des partis qui finalement tenteront de se présenter.

Pour citer cet article

Julien DOHET, « Comment l'extrême droite belge francophone communique-t-elle sur la toile en préparation des élections de 2024 ? », Analyse de l'IHOES, n° 224, 15 mai 2023, [En ligne] www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse224.pdf.